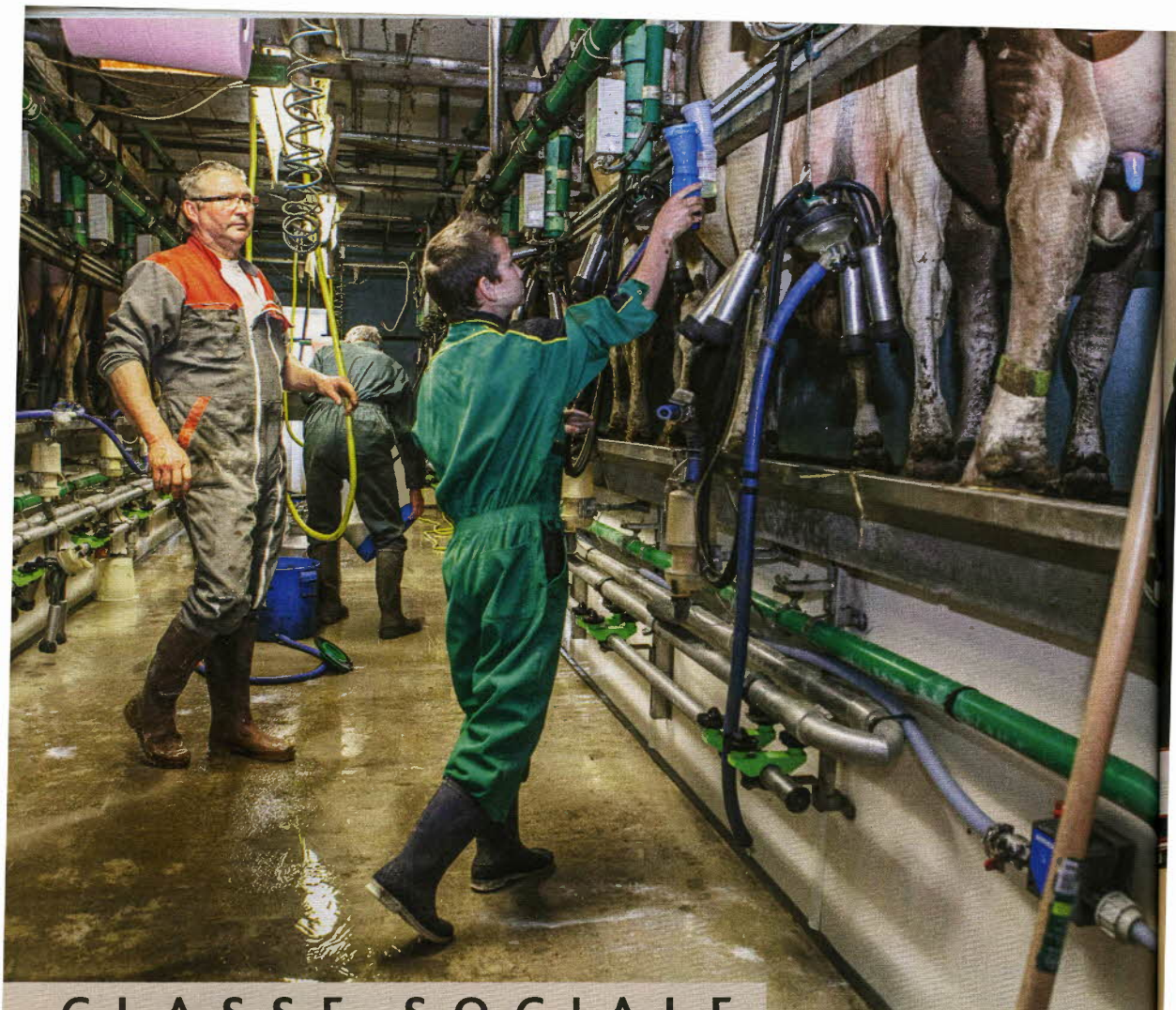




CLASSE SOCIALE

Un chemin déterminé par la naissance



En hériter

< Agriculteurs, hommes d'affaires (ici, François et François-Henri Pinault)... 70 % des Français occupent un emploi de la même catégorie que leurs parents.

Malgré les beaux discours sur l'égalité des chances, la réussite sociale reste en grande partie conditionnée par les origines familiales. Et l'école, censée réduire ces inégalités, ne fait souvent que les renforcer.

PAR PIERRE-YVES BOCQUET

« *El père, tel fils.* » « *Les chiens ne font pas des chats.* » « *La pomme ne tombe jamais loin de l'arbre.* » « *Bon sang ne saurait mentir.* »...

Jusqu'où l'héritage familial s'étend-il ? Au patrimoine génétique ? Aux traits de caractère ? Aux valeurs transmises ? En vérité, ce que les parents lèguent à leurs enfants va encore bien plus loin, sans même qu'ils en aient pleinement conscience : ils leur transmettent aussi massivement... leur condition sociale. C'est, en tout cas, ce que montrent les statistiques. Malgré les grands discours sur l'égalité des chances, les ouvriers ne font toujours pas des ingénieurs et les médecins ne font pas des paysans (même s'il existe de nombreuses exceptions). « *En France, 70 % des enfants d'ouvriers ont le statut d'ouvrier ou d'employé, précise Camille Peugny, sociologue et maître de conférence à l'université Paris-8. Et 70 % des enfants de cadres occupent un poste d'encadrement. Le déterminisme n'est certes pas total, mais il reste massif.* »

C. ROZOTTE/LIGHT MOTIV - WITTSIPA



➤ Les résultats des élèves sont corrélés à leurs origines sociales dès le primaire, où les enfants issus de milieux défavorisés maîtrisent moins le vocabulaire. Les écarts ne font ensuite que se creuser. Résultat : 90 % des enfants de cadres ont leur bac, contre 40 % des enfants d'ouvriers.

Selon un rapport de l'OCDE, la France fait partie des pays développés où l'ascenseur social fonctionne le moins bien. Un constat confirmé par la quasi-totalité des études qui se penchent sur le concept de « mobilité sociale intergénérationnelle », le terme utilisé par les sociologues et les économistes pour désigner l'évolution entre le statut socio-économique des parents et celui que leurs enfants atteignent à l'âge adulte. On le mesure le plus souvent en comparant les niveaux d'instruction, de revenus ou la catégorie socioprofessionnelle d'une génération à l'autre. Une faible mobilité traduit une difficulté pour les individus issus de milieux modestes à gravir l'échelle sociale, et inversement. Miles Corak, professeur d'économie à l'université d'Ottawa, au Canada, a ainsi mis en évidence en 2013, dans le *Journal of Economic Perspectives*, qu'en France, aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'influence de la situation familiale sur les revenus des enfants est trois fois supérieure à celle observée dans les pays nordiques.

UNE MOBILITÉ SOCIALE EN BAISSÉ

Encore plus inquiétant, la situation semble s'aggraver. « Non seulement ces trois pays affichent une faible mobilité sociale intergénérationnelle, mais cette mobilité tend encore à diminuer sensiblement », résume Joël Hellier, chercheur en économie aux universités de Lille-1 et de Nantes, coauteur d'une étude sur le sujet parue en avril 2014 dans *Economics of Education Review*.

Comment expliquer que l'hérédité sociale reste un marqueur fort alors que les classes, les castes et les privilèges sont censés être abolis depuis longtemps ? En France, la Révolution de 1789 est passée par là et l'école – gratuite et obligatoire depuis 1882 – est supposée permettre à tous les enfants de la République d'accéder aux plus hautes fonctions de par leur seul mérite.

Les études montrent que c'est justement l'école qui ne joue pas pleinement son rôle. Au contraire,

LE MARIAGE NE FAIT QUE RAREMENT OFFICE

Se marier avec une personne « de la haute » permet-il de gravir l'échelle sociale et de conjurer la fatalité ? Pas si sûr ! Une étude publiée en 2014 dans la revue *Population* montre que les héritiers se marient toujours de préférence... avec des héritiers. « Nous avons pris en compte tous les actifs patrimoniaux :

l'immobilier, le foncier, les portefeuilles financiers, les parts de société et les œuvres d'art, explique Nicolas Frémeaux, chercheur post-doctorant en économie de la famille à l'université de Cergy-Pontoise. Il apparaît que près de 73 % des hommes dont la famille possède un patrimoine sont en couple avec une femme dans



« Les enfants issus de milieux défavorisés maîtrisent moins de mots de vocabulaire à leur arrivée à l'école. Mais au lieu d'estomper ces inégalités, celle-ci ne fait ensuite que les aggraver », observe Camille Peugny. Un avis partagé par Joël Hellier : « Une "bonne" éducation publique devrait compenser les inégalités éducatives liées aux antécédents familiaux. Cela ne semble pas être le cas. » Résultat : dès le primaire et le secondaire, les résultats scolaires sont corrélés au « pedigree »

des élèves. Selon une étude de l'Insee, « parmi les jeunes entrés en classe de 6^e en 1995, près de 90 % des enfants d'enseignants ou de cadres ont eu le bac, contre 40 % des enfants d'ouvriers non-qualifiés. Chez les premiers, 40 % ont obtenu un bac scientifique, tandis que chez les seconds, ils sont moins de 10 % ». Même chose pour l'enseignement supérieur : « La probabilité pour un enfant d'ouvrier d'intégrer une grande école est d'environ 1 % », estime Camille Peugny.

DES DÉPENSES ÉDUCATIVES INÉGALES

« L'explication première vient des transferts culturels et éducatifs qui s'opèrent à l'intérieur des familles, avance Joël Hellier. Les familles aisées peuvent aussi dépenser plus pour l'éducation des enfants, par exemple en finançant des soutiens scolaires, des équipements onéreux (ordinateurs, logiciels, ouvrages, etc.) ou en plaçant leurs enfants dans des institutions privées payantes. » Ce qui confirme la notion de « reproduction sociale » décrite par les sociologues français Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron dans les années 1960 : sur le même principe que le patrimoine matériel, nous héritons tous d'un capital immatériel (social, culturel...) qui vient renforcer le phénomène d'immobilisme intergénérationnel, comme le confirme Camille Peugny : « C'est l'analyse classique de Bourdieu. L'école ne parle pas la même langue que les classes populaires. On y valorise, par exemple, les activités extrascolaires : la dissertation d'un élève sera mieux notée s'il y apparaît qu'il est allé au théâtre ou qu'il a visité un musée. Mais qui va au musée ? Probablement plus les fils d'enseignants que les fils d'ouvriers ! »

É D'ASCENSEUR SOCIAL

la même situation. Et plus l'héritage est important, plus les héritiers se marient entre eux : les 5 % d'héritières les plus riches ont près de 4,3 fois plus de probabilités que les autres d'être en couple avec un héritier aussi fortuné qu'elles. » Autre enseignement : les revenus du travail, même élevés, ne compensent pas

un faible patrimoine. Autrement dit, « les anciens riches ne se mélangent pas aux nouveaux riches », résume le chercheur. Bref, le mariage, comme l'éducation, a de faibles chances d'aider les prolétaires à échapper à leur milieu...

> Plus leur fortune est grande, plus les héritiers (ici, au Bal des débutantes) se marient entre eux.



S. LAMBERT/MAGNUM PHOTOS - F. SCIANNA/MAGNUM PHOTOS - WOSTOK PRESS/MAXPPP



Seconde explication : une discrimination (le plus souvent inconsciente) du corps enseignant. Des études montrent ainsi qu'à niveau scolaire équivalent, les enfants de milieux modestes ont une probabilité presque deux fois plus forte (+ 94 %) d'être orientés vers des filières professionnelles que leurs camarades aisés. Enfin, un autre phénomène plus surprenant intervient : l'autosélection. « Ces élèves intègrent le fait que leur milieu social va influencer sur leurs chances de réussite et modèrent leurs ambitions, mais en surestimant ce phénomène, détaille Élise Huillery, professeure au département d'économie de Sciences Po et auteure d'un rapport sur ces questions remis en décembre dernier au ministère de l'Éducation. Ils estiment qu'un bon élève de 3^e n'aura que 50 % de chances de réussite au bac général s'il vient d'un milieu modeste, contre 85 % s'il vient d'un milieu favorisé, un écart très supérieur à la réalité. Ils semblent ainsi anticiper une discrimination de la part des professeurs et le fait que leurs parents ne pourront pas les aider scolairement, ce qui les amène



« Les élèves sélectionnés par les grandes écoles viennent pour la plupart de milieux favorisés, tandis que les jeunes issus de milieux modestes s'autocensurent en choisissant des études courtes, qui conduisent à des emplois moins qualifiés.

à s'orienter vers des études plus courtes, conduisant à des emplois moins qualifiés. »

D'où un cercle vicieux, sur le principe des prophéties autoréalisatrices : « L'anticipation de moindres chances de réussite dans les études et sur le marché du travail affecte les aspirations, l'investissement et l'effort fourni, ce qui engendre un moindre succès, confirmant et validant l'anticipation », reprend Élise Huillery. Son rapport révèle également une influence forte des pairs : par souci de conformité, les élèves ont tendance à faire les mêmes choix d'orientation que leurs camarades de classe, quitte à les revoir à la baisse. Une école située dans un quartier défavorisé aura ainsi tendance à niveler par le bas...

UN SYSTÈME SCOLAIRE ÉLITISTE

Le retard de la France en matière de mobilité sociale serait également lié à deux caractéristiques de son système éducatif. La première : un investissement (la part du PIB consacrée à l'éducation) équivalent à celui des autres pays développés, mais dans lequel le primaire et le secondaire font

LEOTY/ANDIA - DELAPORTE/ANDIA



figure de parents pauvres, alors que c'est à cette période que se joue une grande part de l'orientation future. La seconde : une structure basée sur la sélection des élites, en particulier dans le supérieur. « *Les grandes écoles, voie royale de formation des élites en France, opèrent une sélection très sévère et octroient aux étudiants des moyens incomparablement supérieurs à ceux des universités ou des formations techniques*, analyse Joël Hellier. Or, tout système qui tend à sélectionner fortement et à donner plus de moyens aux meilleurs tend naturellement à créer de la ségrégation sociale : les

Le milieu professionnel français étant sensible aux diplômes, l'inégalité scolaire se traduit par une inégalité économique

élèves sélectionnés viennent des milieux favorisés, l'ascension et la mixité sociales sont entravées et les élites de demain sont les enfants des élites d'aujourd'hui. Cet élitisme de l'éducation supérieure est d'ailleurs une caractéristique partagée par les États-Unis et le Royaume-Uni. »

Logiquement, ces inégalités rencontrées tout au long de la scolarité engendrent par la suite des disparités de revenus. « *La France a une autre caractéristique : le milieu professionnel est très sensible aux diplômes, bien plus que dans beaucoup*

d'autres pays, indique Élise Huillery. *L'inégalité scolaire se traduit donc par une inégalité économique.* » D'autant qu'il faut aussi prendre en compte la discrimination sociale à l'embauche et le poids du « réseautage » : « *Les études montrent qu'à niveau équivalent, un diplômé de 3^e cycle issu de milieu modeste n'a que 50 % de chances d'être embauché comme cadre, contre 70 % pour les enfants de milieux favorisés* », détaille Camille Peugny.

DES MOYENS INSUFFISANTS

Comment sortir de cette spirale infernale et restaurer la mobilité sociale ? Le récent projet de réforme du collège, présenté par le ministère de l'Éducation nationale, a justement pour vocation, selon la ministre Najat Vallaud-Belkacem, d'améliorer l'égalité des chances. Sera-t-il suffisant pour contrer le mauvais sort lancé par la fée fatalité sur le berceau des plus modestes ? « *La prise de conscience est là, mais les moyens restent timides : ni redéploiement des moyens vers le primaire, ni refonte de la taille des classes*, constate Camille Peugny. Sans oublier qu'il faudrait aussi renforcer la formation continue, pour que ceux qui ont échoué à l'école puissent bénéficier d'une seconde chance. »

Une des difficultés, selon les chercheurs, provient du faible intérêt porté à la mobilité sociale par les pouvoirs publics français. « *On balaie le problème en brandissant des exemples, comme Rachida Dati, fille de maçon, issue de l'immigration et devenue ministre. Mais pour une Rachida Dati, il y a 1 999 femmes d'origine similaire qui restent cantonnées à des emplois subalternes* », s'insurge Camille Peugny. « *En Scandinavie, égalité des chances et mobilité sociale font partie de l'ADN culturel et sont abondamment étudiées*, abonde Joël Hellier. Aux États-Unis, la formidable montée des inégalités

couplée à une faible mobilité semble inquiéter un pays qui s'est construit sur le mythe du self-made-man. Mais en France, le questionnement sur la faible mobilité semble inexistant. Les décideurs sont justement ceux qui se trouvent en haut de l'échelle sociale. Et, alors que nos travaux montrent que leur position est largement imputable à leurs antécédents sociaux et familiaux, ils considèrent, eux, qu'elle est le fruit de leurs mérites et aptitudes. Dommage, car l'égalité des chances et la mobilité sociale sont indissociables de la démocratie. » ●